

Chapitre 7 / FAIRE DE L'ÉCONOMIE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE UNE VIEILLE HISTOIRE

Bruno Frère

« Penser le changement ». Aujourd'hui, les sciences sociales en général et la sociologie en particulier ne jureraient plus que par cette exigence, empruntée pour partie au nouveau lexique managérial. Le monde militant n'échappe pas à la règle. Les organisations contemporaines, de l'altermondialisme aux Indignados en passant par les sans-terre brésiliens, les associations de défense des « sans », ou encore l'économie alternative et solidaire, se caractériseraient par des nouveaux modes de « gouvernance ». En prise avec les transformations rapides de nos sociétés réticularisées, ils seraient plus participatifs, horizontaux, créatifs, conviviaux et surtout inquiets d'une efficacité immédiate. Les idéologies auraient fait long feu et, avec elles, le cortège très hiérarchisé de militants encartés dans des partis politiques radicaux ou des syndicats. Mais n'est-on pas ainsi, en quelque sorte, victime d'un syndrome, très courant en sciences sociales, qui consiste à vouloir à tout prix dénicher des émergences, du changement, des transformations, bref de l'inédit ? En menant l'investigation au cœur de l'économie alternative et solidaire, très en vogue actuellement si l'on considère le développement du commerce équitable, des AMAP ou du microcrédit, ce chapitre veut reprendre à nouveau frais la répartition entre « ancien » et « nouveau », souvent établie trop rapidement par des sciences sociales toujours en quête de découverte.

Mots clés : alternatif – autogestion – convivialité – engagement – hiérarchie – libertaire – participation – Proudhon – représentation – réseau – situationnisme

Que ce soit à travers les associations de quartiers ou les rassemblements altermondialistes, le militantisme aurait fait peau neuve. Il n'aurait pas décrépu mais présenterait diverses caractéristiques nouvelles, le distinguant nettement de ses formes passées, principalement syndicale et politique. Depuis la fin des années 1980, une nouvelle génération de militant, plus jeune, transformerait la lutte, laquelle présenterait à ce jour deux caractéristiques principales : « une forte dimension conviviale, voire festive

d'une part, un refus plus ou moins fort des contraintes d'organisation d'autre part » (Ion *et al.*, 2005¹).

La recherche de convivialité et de sociabilité trouverait, aujourd'hui plus qu'hier, une place de choix dans les motifs avancés par les personnes pour justifier leur engagement en faveur d'une cause ou d'une pratique alternative. Pour preuve, les rassemblements altermondialistes, très festifs, ont joui d'un certain succès dans les années 2000. « Ils sont l'occasion de se rassembler, d'être ensemble », coprésence qui constitue déjà l'embryon d'une autre société sur le modèle de ce qui se fait ici et maintenant. La dimension humaine de l'engagement n'est plus rejetée à l'arrière-plan, comme elle pouvait l'être à l'époque des engagements affiliés dans lesquels le « rôle » joué pour une « cause commune » prévalait sur la singularité.

Le plaisir d'être ensemble dans l'action ne doit pas être entravé de quelque manière, ce qui expliquerait également en grande partie le rejet de toute hiérarchie et de toute affiliation politique au profit du réseau et de la liberté laissée à chacun de s'investir sur des projets éventuellement ponctuels. « L'heure est à l'autonomie et les mobilisations militantes se trouvent en quelque sorte affranchies de la scène politique instituée. Pour les nouvelles formes d'engagement, l'efficacité de l'action, la recherche de résultats "ici et maintenant", semblent s'imposer comme une donnée majeure. »

La primauté de l'efficace pratique sur l'adhésion à une idéologie plus vaste impliquerait plus qu'hier l'inventivité et la créativité des personnes. Beaucoup d'associations, qui ont abandonné la phraséologie révolutionnaire, acceptent de se frotter à la réalité et à son cortège de difficultés sociales à résoudre. Et elles le font souvent avec beaucoup d'ingéniosité. « Elles disent que quelque chose est possible là où les institutions font faillite et peuvent également permettre de cerner autrement la question, la formuler dans de nouveaux termes et donc indiquer des voies de résolution originales. Mais les militants contemporains plus radicaux "créent" également parfois au sens propre. Que l'on pense aux collectifs des barbouilleurs anti-pub ou aux spectacles des brigades activistes de clowns. Ce qui rassemble

1. L'ensemble des citations de la présente introduction proviennent de cet ouvrage.

les militants dans une association de ce genre, dit-on, serait davantage l'idée de réaliser une œuvre ensemble : "non pas seulement un but à atteindre mais aussi une manière de l'atteindre" » (Porte, Cavalié, 2009). L'action primerait aussi sur l'organisation de larges structures fédératives. Le réseau non hiérarchisé, qui laisse une forte autonomie aux groupes locaux, a pris le pas sur les vieux conglomerats, c'est-à-dire sur « l'existence, autour d'une tradition politique ou religieuse, d'un ensemble d'organisations (syndicales, associatives, sportives) gravitant autour d'un noyau (généralement un parti) ». Et la démocratie directe, dans ses différentes déclinaisons, viendrait ébranler sérieusement la démocratie représentative. Car aujourd'hui, la démocratie serait non plus perçue comme une institution extérieure mais comme un fait, logé dans les pratiques quotidiennes des militants, dans leurs sentiments et leurs compétences morales les plus ordinaires. « La démocratie n'est une réalité que si elle est effectivement un lieu de vie commun régi par la coopération quotidienne entre les individus ».

Toutes ces caractéristiques seraient celles d'une nouvelle façon de s'engager. Mais n'est-on pas ainsi, en quelque sorte, victime d'un syndrome, très courant en sciences sociales, consistant à vouloir à tout prix dénicher par ses travaux des émergences, du changement, des transformations, bref de l'inédit ? Les points de vue adoptés sur les objets des sciences sociales sont à l'instar des méthodes mobilisées. Là où il est toujours de bon ton de s'inscrire dans un courant d'analyse revendiqué comme marginal face aux traditions mainstream², mais forcément susceptible de révolutionner la discipline, il faut donner à voir son objet comme l'indice d'une révolution ouvrant potentiellement à un monde nouveau ou à une nouvelle façon de l'appréhender pour le transformer.

Aussi, pour la question qui nous occupe et parce qu'il faut précisément s'inscrire dans un courant, le problème sera posé dans les termes de la sociologie pragmatique : y a-t-il réellement une « nouvelle » grammaire de l'engagement ? Nous commencerons par définir

2. Les chercheurs vont d'ailleurs eux-mêmes consacrer beaucoup d'efforts à démontrer que ces traditions sont en fait mineures et négligées par d'autres traditions majeures.

succinctement ce que cette sociologie entend par grammaire, et ce afin de poser des bases sociologiques – c'est-à-dire les plus objectives possibles – à l'appréhension du phénomène, d'une part, et à nous doter d'un modèle d'analyse précis, d'autre part. Ce modèle permet principalement d'approcher le monde social en terme de justification et d'argumentation. Il s'agit d'un modèle très explicitement inscrit dans une perspective plus constructiviste que structuraliste puisqu'il vise à saisir les logiques empruntées par les personnes pour rendre compte de l'expérience qu'elles font de leur réalité. Il n'autorise pas à décréter que ces personnes, prises au sérieux quant aux représentations qu'elles donnent de leur action et de leur vécu, ont nécessairement raison à cet égard. Il donne plutôt les moyens d'indiquer que ces représentations ne peuvent être ignorées au vu des effets qu'elles ont sur le monde social tel qu'il est. Ensuite, nous nous appuyerons sur un témoignage issu d'un secteur qui, dit-on, jouit pleinement de l'avènement de cette nouvelle façon de militer : l'économie solidaire. Nous tâcherons d'en définir la grammaire, grammaire que nous confronterons par la suite et en quatre temps à des représentations *passées* d'engagements militants *passés*, sur les traces d'un travail déjà entamé ailleurs (Frère, Reinecke, 2011). Enfin, grâce à ce recul, nous nous efforcerons de répondre à la question initiale.

— Un nouvelle grammaire de l'engagement ?

Par « grammaire », on entend généralement « un corpus de règles qui est au principe du jugement que portent les personnes au sujet de leur expérience » (Boltanski, 2009b, p. 19). On pourrait dès lors postuler qu'il existe quelque chose comme une « nouvelle » grammaire de l'engagement à partir du moment où il serait possible de déterminer, pour une communauté de militants donnée, un ensemble de règles nouvelles suivies pour être reconnu par cette communauté et pour être considéré comme sachant agir et juger adéquatement (Lemieux, 2009, p. 21).

Notre démarche est grammaticale au sens où l'on va essayer de traduire la façon dont ces personnes, en réfléchissant aux principes constitutifs de leur engagement, rendent effectivement compte – ou

non – d'un tel corpus de règles. Quels sont les éléments justificatifs qui sont systématiquement évoqués par les acteurs lorsqu'ils s'attardent à décrire leurs actions et les raisons qui motivent celles-ci ? Quels sont les valeurs, les principes qu'ils disent vouloir suivre et qui leur apparaissent à tous avec un tel sentiment d'évidence qu'ils les donnent plutôt à voir comme les normes matérielles, quotidiennes et irréfléchies de leurs pratiques que comme des fins à atteindre ?

La notion de grammaire renvoie moins à des structures imprimées de l'extérieur sur l'action, par le truchement de dispositions socialement acquises, qu'à un modèle de compétence à la fois habilitant et contraignant : une personne se saisit de faits, prélevés dans le fil de son action (« solidaire », en l'occurrence), et cherche à les disposer « les uns par rapport aux autres selon une logique susceptible de les intégrer de façon intelligible, un peu à la façon dont s'y prend le linguiste pour établir, en phonologie, des traits pertinents et, dans le domaine de la syntaxe, des schèmes génératifs dont l'organisation définit un modèle de compétences » (Boltanski, 2004, p. 16). Naturellement, et comme l'a très bien souligné Cyril Lemieux, en retenant la notion de grammaire, on ne cherche pas à « ériger l'analyse linguistique en modèle général. On tente seulement de montrer en quoi l'étude du rapport qu'établissent les êtres humains entre leurs pratiques et des règles qu'ils estiment devoir respecter constitue un point commun à toutes les disciplines des sciences sociales et, partant, un critère de leur démarcation par rapport aux sciences de la nature » (Lemieux, 2009, p. 5).

Dans le cas du travail réflexif effectué par un acteur engagé dans l'économie solidaire, chercher ce qui constitue ses traits pertinents, ses schèmes génératifs, bref ses règles pratiques qui orientent sa manière spécifique et supposée neuve de *parler* et d'*agir* l'engagement, implique d'accorder une attention toute particulière à sa logique de raisonnement. Celle-ci doit être décortiquée afin d'en extraire les traits discursifs pertinents. Mais elle doit aussi être mise en perspective de celles d'autres acteurs se revendiquant de l'alternative « solidaire », un seul témoignage, fût-il illustratif, n'autorisant pas la généralisation. C'est pourquoi il faudra également convoquer plusieurs entretiens.

Se demander s'il existe réellement une nouvelle grammaire de l'engagement en ce début de XXI^e siècle induit dès lors à tout le moins deux questionnements aux réponses incertaines : est-il d'abord envisageable d'affirmer que l'engagement solidaire possède une grammaire propre parmi les mouvements sociaux contemporains ? Une réponse positive à cette question implique qu'il soit possible de déterminer non pas un trait grammatical pertinent (ou une règle) transversal à différents discours d'acteurs réfléchissant sur leur engagement, mais bien plusieurs. En effet, s'il est aisé de déterminer une logique de jugement singulière propre à un militant, voire une logique de jugement collective propre à un groupe, il n'est pas dit qu'une pluralité de principes de jugements distincts et qu'une pluralité de schèmes génératifs de ces mêmes jugements soient de mise et donc repérables dans les réflexions de tous les acteurs du champ concerné (ici, l'économie solidaire). Autrement dit, pour qu'il y ait une grammaire solidaire il faut qu'il y ait bien divers principes qui permettent aux individus de juger leur engagement et que ces principes soient identiques d'un discours à l'autre.

La seconde question est conditionnée par la réponse à la première. Si elle existe, cette grammaire de l'engagement est-elle neuve pour autant, comme l'affirmeraient certainement, dans un autre lexique il est vrai, la plupart des spécialistes actuels ?

C'est à apporter des éléments de réponse à ces deux questions que va s'atteler le présent chapitre. Il s'ouvrira sur un cas singulier d'initiative alternative et solidaire : le restaurant communautaire Le Flamboyant et son réseau d'associations de femmes promotrices d'initiatives d'économie solidaire, Ré-Actives. Nous avons choisi d'articuler ce chapitre autour de ce cas parce qu'il est tenu par la plupart des acteurs de l'économie solidaire française pour un exemple illustre de réussite (à l'instar d'autres coopératives plus anciennes que nous évoquerons, comme Ardelaine ou Ambiance Bois). L'enjeu sera alors de déterminer les traits discursifs pertinents de l'argumentaire déployé par les militantes du Flamboyant. Chaque « trait » aura droit à son propre développement. Que peut-on en dire ? Constitue-t-il également un principe moteur et génératif dans la démarche réflexive d'autres acteurs contemporains de l'économie

solidaire ? Et surtout, est-il uniquement caractéristique de l'engagement militant contemporain ?

Réservant à chaque trait potentiel la même démarche analytique et le confrontant systématiquement aux textes clés qui inspirèrent la formalisation de grammaires de l'engagement plus anciennes (au sein de l'économie alternative des années 1970-1980 et du socialisme libertaire et associationniste du milieu du XIX^e siècle), nous tâcherons alors de répondre à notre double question : y a-t-il réellement un sens à parler de grammaire de l'engagement solidaire et, le cas échéant, cette forme d'engagement est-elle aussi neuve qu'on le croit ?

— L'économie solidaire du Flamboyant

L'économie solidaire aujourd'hui, selon Jean-Louis Laville, regroupe cinq secteurs principaux : le commerce équitable, la microfinance, les associations d'échanges non monétaires (tels que les services d'échange locaux ou les réseaux d'échanges réciproques de savoirs), les nouvelles coopératives de consommation en circuit court comme les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, les AMAP (coopératives dont on parle également en termes de commerce équitable Nord-Nord) et les services de proximité³ (Laville, 2008, p. 117-132). À cette classification, nous pourrions aujourd'hui aisément ajouter les producteurs de logiciels libres de type Linux qui entendent d'une part proposer une alternative à la mainmise monopolistique de Microsoft sur le marché et d'autre part contribuer à faire naître une véritable démocratie économique en suggérant à tous les développeurs bénévoles d'améliorer les outils (logiciels, programmes, etc.) laissés librement et gratuitement à la disposition du public⁴.

Notre propre enquête au sein des structures d'économie solidaire a duré trois ans. Dans chacun des secteurs étudiés⁵, un échantillon

3. Qui regroupent les services à la vie quotidienne, les services d'amélioration du cadre de vie, les services culturels et de loisirs, les services d'environnement.

4. Voir le chapitre de Gaël Depoorter dans le présent volume.

5. À l'exception de celui des logiciels libres encore peu structuré à l'époque et absent des principaux réseaux formalisés d'économie solidaire comme le Mouvement pour l'économie solidaire (MES), point nodal de notre enquête.

représentatif d'associations fut déterminé (soit au total environ trente structures, tous secteurs confondus et sur tout le territoire français). En leur sein, la démarche d'analyse coupla des phases d'enquête participante (de trois à six jours) et des entretiens semi-structurés (le président et/ou le directeur lorsqu'il existait, un salarié lorsqu'il y en avait et l'un ou l'autre bénévole). C'est au total une centaine d'entretiens qui furent réalisés, leur longueur variant d'une heure à une heure et demie chacun. À ce volet d'enquête au sein même des associations s'est joint un second volet, réalisé en laboratoire cette fois. Nous avons en effet dépouillé un corpus de textes composé de trois cents articles et autre documents publiés sur le secteur par ses propres acteurs depuis la fin des années 1970 dans des revues ou magazines comme *Autogestions*, *Autrement*, *À faire*, *Économie et humanisme*, *Alternatives économiques*, *Territoires* ou la *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*.

Le cas choisi pour déterminer la grammaire de l'engagement structurant pour ainsi dire les justifications et les actions des militants de l'économie solidaire contemporaine est celui du Flamboyant. Les origines de ce restaurant coopératif remontent à 1989, en banlieue parisienne (Creil). Avec l'aide de l'Agence pour le développement de l'économie locale (ADEL), spécialisée dans la création de ce type de services de proximité, le restaurant parvient à ouvrir et à accueillir ses premiers clients. L'enjeu est d'offrir une restauration peu coûteuse aux habitants des quartiers avoisinants – très multiculturels – dans un lieu favorisant la sociabilité et la convivialité. La pratique de prix extrêmement démocratiques vise également à soulager occasionnellement les femmes de la préparation des repas familiaux. Au début des années 2000, ce service de proximité « emploie » cinq jeunes femmes, ce qui n'est pas rien dans cette banlieue où le chômage est durablement installé autour de 20 % de la population active. Parmi les témoignages recueillis qui évoquent avec enthousiasme l'exemple du Flamboyant, voici un extrait de celui de Pierrette, membre de Ré-Actives (le réseau d'associations à finalité économique montées par des femmes de quartiers pauvres auquel appartient Le Flamboyant depuis 1999) et d'ADEL :

« [...] Les femmes sont dans des quartiers très pauvres. Les transports en commun n'arrivent pas, les cages d'escalier sont squattées par des dealers, les pompiers ne viennent pas, tout peut brûler. Elles vivent dans des situations comme ça. Les gens se disent : "On va se réunir pour voir pourquoi c'est comme ça et pourquoi ça peut pas changer." Et après seulement [des initiatives prennent forme]. À force de se réunir et de se demander pourquoi ça ne change pas, ils se disent, finalement : "Pourquoi est-ce que, nous, on ne pourrait pas faire changer ça ?" C'est comme ça que des entreprises naissent [...]. Ça vient du vécu des gens. L'entreprise prend racine dans ce que sont les gens parce qu'ils sont proches, parce qu'il y a du lien social [...]. Il faut des éléments matériels pour qu'une initiative d'économie solidaire germe, et ça se fait toujours autour de l'idée de partage [...]. Il faut que les gens soient entre eux, repensent le monde à partir de leur cage d'escalier pour pouvoir créer... »

« Les filles, elles survivaient à peine. Elles ont du mal à bouffer. Ce qui les fait tenir, c'est qu'elles ont une organisation polyvalente : elles partagent les tâches, elles partagent les responsabilités, etc. Elles se retrouvent dans un mode d'organisation qui est le leur ! Et c'est ça qui les fait tenir. Mais si ensuite vous mettez un vrai patron qui les exploite, ça ne fonctionne plus [...]. Après, la question, c'est : comment créer un mouvement fort, comment arriver à mailler ces initiatives et parler ensemble, "pareil" ? [...] Il faut mailler les initiatives dans nos régions et dans les pays du Tiers-Monde qui ne se connaissent pas. Pour ça, on va aux forums [forums sociaux européens ou mondiaux]... mais ATTAC, etc., moi, je ne m'identifierai jamais à cette attitude qui veut "refaire le monde" de cette façon-là, à la place des gens. Les forums sociaux mondiaux sont récupérés par ces mouvements marxistes-léninistes. Ils sont loin de la réalité de l'économie solidaire. Je trouve que l'économie solidaire, ce n'est pas la lutte finale. L'économie solidaire, ce n'est pas d'abord des penseurs. C'est d'abord des citoyens, des pratiques de terrain, et les gens comme ceux (celles) de Ré-Actives se saisissent de [forums sociaux de] Porto Alegre, Florence et Paris pour faire leur chemin politique [...]. »

Est-il envisageable, à partir de ces extraits, de déterminer quelques traits discursifs caractéristiques d'une grammaire propre à l'économie solidaire, traits susceptibles d'être, de surcroît, tout aussi pertinents dans d'autres témoignages solidaires ? C'est ce que les quatre points suivants vont s'attacher à déterminer.

Créativité

Dans un premier temps, le propos de Pierrette semble renvoyer à un truisme de l'économie solidaire : « créer la contestation par des faits ». Les acteurs envisagent leur activité (ici, l'accompagnement à la création d'un restaurant communautaire) comme plus subversive qu'une quelconque critique politique abstraite des inégalités et de l'exclusion. Il s'agit en somme de soutenir la créativité humaine – par l'innovation économique –, surtout si cette créativité émerge du « rien » de banlieues désertées et désaffectées. Une grandeur créatrice est conférée au Flamboyant, sa naissance est une altération quasi artistique du réel, de la situation donnée, de l'existence précaire : « Pourquoi est-ce que, nous, on ne pourrait pas faire changer ça ? » C'est comme ça que des entreprises naissent [...]. Ça vient du vécu des gens. » « Il faut que les gens soient entre eux, repensent le monde à partir de leur cage d'escalier pour pouvoir créer... »

Ce trait est repérable ailleurs dans l'économie solidaire. Notamment dans les discours tenus par les militants des Clubs d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, ces cagnottes citoyennes de microcrédit dans lesquelles ces derniers placent un peu de leur épargne afin de soutenir le démarrage d'une entreprise alternative (elles sont plus de cent aujourd'hui en France). Jacques, président d'un CIGALES à Paris (et de la fédération des CIGALES français), donne par exemple des arguments en faveur du microcrédit en ce sens : « Ce qui est porteur, c'est vraiment le désir, l'utopie personnelle du promoteur. Cette dimension utopique, elle est quand même toujours un peu présente, et le goût de l'initiative aussi, mais une initiative qui n'est pas captée, qui n'est pas détournée par la machinerie capitaliste qui conduit les gens à s'investir dans des vies abusivement aliénées par la grande entreprise. On en arrive à être des participants, on nous demande d'être fiers d'être Vivendi, d'être ceci, cela, de s'identifier à MacDo ou à autre chose. Là, le sens de l'initiative qui existe chez tout le monde, celui qui existe en tout cas chez beaucoup de gens, peut tenter de se libérer et de se porter sur la résolution de problèmes que ces personnes ont identifiés comme des problèmes partagés. Dans une région donnée, il y a par exemple toute une série

de questions qui se posent à propos des personnes âgées, de l'éducation, de la pauvreté, etc. Là, il y a des désirs de s'investir et de se réaliser soi-même à travers ces projets. »

On le voit, dans la bouche de Jacques comme de Pierrette, c'est de la nécessité que naît la volonté radicale d'innover, de créer pour apporter des solutions économiques à des problèmes de précarité. Un premier élément susceptible de cadrer une potentielle grammaire de l'engagement semble pouvoir en cela être établi : la créativité. Et des acteurs tels Jacques et Pierrette tirent une certaine fierté de leur engagement « simple » et « citoyen » auprès de ce genre de micro-initiatives volontiers opposées au militantisme politique ou syndical qu'ils tiennent pour des « anciennes formes d'engagement », sans cesse dans la contestation, bien loin d'envisager qu'il soit possible de changer le monde ici et maintenant.

Mais cette radicale créativité dont font preuve les personnes pour se sortir de la précarité – ou pour soulager celle de personnes proches dans leur région – n'est pas étrangère à la littérature classique sur l'association. C'est même une valeur cardinale de l'œuvre de Proudhon, fin descripteur et analyste de ce que fut l'économie coopérative au XIX^e siècle. Il retrace par exemple dans le *Manuel du spéculateur à la bourse* l'étude sociologique entreprise avec un ami dans ces sociétés ouvrières qui furent créées par des travailleurs dont l'usine ne voulait plus et qui n'avaient d'autres choix que la coopérative : « Nous avons étudié leur discipline intérieure et les principes plus ou moins exprimés de leurs actes, qui les régissent toutes [les associations ouvrières]. Il s'agissait d'interroger les faits, plus éloquents dans leur spontanéité que les théories. Nous concluons que ces associations ouvrières sont foyer de création, nouveau principe, nouveau modèle [...]. Ce mouvement sociétaire résulte non des théories utopistes, mais des nécessités économiques. Il doit envahir successivement toutes les branches de la production » (Proudhon, 1857, p. 68). Certes, Proudhon, comme l'a montré Pierre Ansart, « accorde trop aux possibilités révolutionnaires de la créativité d'une élite ouvrière » (Ansart, 1970, p. 249). Mais cette idéalisation lui permet de montrer qu'au bout du compte chacun, y compris – ou plutôt surtout – placé dans une situation extrême, peut trouver dans

l'association le milieu adéquat pour passer de l'aliénation à la création, comme dirait Jacques.

Créer soi-même ici et maintenant les conditions de son émancipation, qu'elle soit économique ou autre, fait en outre écho au lexique de la révolution pratique tel qu'il était mobilisé par l'Agence de liaison des entreprises alternatives (ALDEA), devenue Réseau des entreprises alternatives et solidaires (REAS) dans la seconde moitié des années 1980. À l'époque, les activistes de l'ALDEA, proches pour les uns du Parti socialiste unifié et pour les autres des écologistes, accompagnaient la création d'initiatives coopératives locales dans des quartiers paupérisés un peu partout en France. On doit à l'ALDEA le lancement des premiers CIGALES dont Jacques, comme on l'a évoqué, présidera la fédération une vingtaine d'années plus tard. L'une des activistes de cette agence explique plus tardivement dans *À faire* (un des journaux composant la littérature « alternative » de l'époque) l'échec de la Chambre économique de Normandie qui tenta, sans succès, de copier leur méthode d'accompagnement :

« Les "œuvres" alternatives et solidaires ne peuvent pas se caler dans des dispositifs standardisés. Il ne suffit pas de mettre bout à bout un CIGALES, un chef de projet, un banquier, un point de chances... sans oublier une bonne pincée de participation des habitants et quelques leaders locaux pour que ça marche [...]. Il ne faut pas confondre les fleurs qui poussent et les outils du jardinier. Ce n'est pas le pinceau de Léonard de Vinci qui crée son talent [...]. Dans le meilleur des cas, nos plagieurs ont troqué le "faire pour" contre le "faire avec". On a sublimé les outils d'accompagnement mais minoré l'initiative du citoyen. On peut reproduire les outils, on ne peut pas reproduire le talent. Le talent s'invente, se transmet mais ne se copie pas [...]. Ce qui crée de la valeur, de la richesse, ce sont les gens, le terreau, qui permettent aux "œuvres" d'éclore... la démocratie, la solidarité, autant de conditions qui favorisent la constitution d'une véritable culture du changement et de l'initiative. Le REAS, c'est de la magie sans David Copperfield. Car la solidarité, la démocratie, ce n'est pas de la technique, c'est de l'art, il faut donc des artistes pour faire pousser ces plantes-là [...]. On va chercher des jeunes beurs considérés comme dangereux, des retraités, des immigrés, des femmes isolées, des

RMIstes exclus par le chômage, et on démontre en mutualisant toutes ces populations « à risque » qu'il est possible de faire pousser de la richesse économique en recréant les conditions du partage [...]. On ne crée pas une culture de l'initiative sur de l'outillage. L'innovation, cela ne pousse pas d'abord sur des compétences mais sur une volonté, des valeurs partagées, du désir et du sens. » (Lorthioix, 1994, p. 16-17)

L'une des sources d'inspiration immédiate des acteurs de l'économie alternative de l'époque est le situationnisme et sa volonté de discerner la créativité qui se logeait dans le quotidien des personnes. Tous les propos cités – Pierrette et Jacques pour l'économie solidaire contemporaine, Jacqueline pour l'économie alternative de la nouvelle gauche des années 1970-1980, et même Proudhon pour le coopérativisme du XIX^e siècle – tentent de saisir les situations « locales » comme autant de lieux de créativité et d'inventivité loin de la grande industrie, aliénant le travailleur quand elle ne le licencie pas (Jacques parle du MacDo, de Vivendi...). À leur instar, les situationnistes autour de Guy Debord pensaient également que « ces travailleurs, ceux qu'on assassine lentement dans les abattoirs mécanisés du travail », dont « on méprise la vie », sont aussi ceux qui ont « le goût enragé de vivre, les voici qui discutent, tiennent la rue, prennent les armes, inventent une nouvelle poésie » depuis leurs situations toujours spécifiques, comme l'écrit Raoul Vaneigem (1967, p. 51-52). « Les hommes vivent en état de créativité vingt-quatre heures sur vingt-quatre et la spontanéité est le mode d'être de la créativité, elle la concrétise, elle amorce sa réalisation pratique (la poésie en est l'aboutissement organisé) » (*ibid.*, p. 196). La révolution du quotidien se tisse au jour le jour pour le situationniste, il suffit de la voir : au fond, écrit encore Vaneigem, c'est à changer l'emploi de leur vie que ces travailleurs s'appliquent passionnément, hors de l'usine. « Transformer le monde et réinventer la vie est le mot d'ordre effectif des mouvements insurrectionnels, la revendication qu'aucun théoricien ne crée puisqu'elle est seule à fonder la création poétique. La révolution se fait tous les jours contre les révolutionnaires spécialisés, une révolution sans nom, comme tout ce qui ressort du vécu, préparant dans la clandestinité du quotidien des gestes et des rêves, sa cohérence explosive » (*ibid.*, p. 113-114).

Dans l'optique de Vaneigem, les coopérateurs de Proudhon, les acteurs et porteurs de projet de l'ALDEA et des CIGALES, ou encore les femmes du Flamboyant, relèvent de la figure de l'artiste. C'est pour ces œuvres qui naissent dans la rue que Jacqueline s'engage. C'est parce que les femmes du Flamboyant sont capables de révolutionner le quotidien depuis leurs cages d'escalier que Pierrette s'engage. C'est parce qu'il est persuadé que les CIGALES peuvent contribuer à faire éclore des comportements nouveaux que Jacques s'engage... Bref, la créativité est à n'en pas douter une première règle grammaticale autour de laquelle s'articulent bien des discours sur l'engagement dans l'économie alternative et solidaire. On ne peut pas être militant dans ce champ et ne pas parler de cette force créative que recèlent les quartiers les plus paupérisés.

Cette force est une puissance critique dans les actes de l'économie solidaire comme dans ceux de tous ces « nouveaux mouvements » qui, contrairement aux anciennes formes de la contestation principalement syndicales qui auraient atteint leurs limites, inventent un nouvel art de militer : « [...] ils le font en insufflant un esprit marqué par le jeu, le rêve, la créativité, le plaisir de lutter ensemble. Une volonté de réenchanter le monde » (Porte, Cavalié, 2009, p. 8). Sauf que l'histoire de l'économie solidaire elle-même est là pour nous rappeler qu'en fait de rêve les militants manient le lexique utopique de la créativité depuis aussi longtemps qu'existe le militantisme. Parler le langage de la création artistique et attester sa réalisation dans les faits pour s'opposer à la logique destructrice du capitalisme est probablement une caractéristique de la dialectique contemporaine des associations militantes. Mais elle n'est pas neuve. L'ALDEA et Proudhon l'attestent.

En outre, la créativité est-elle la seule norme grammaticale qui vient étayer le jugement que les acteurs portent sur leur engagement ? Ne peut-on pas cerner d'autres schèmes génératifs éventuellement communs aux représentations que nous offrent les solidaires aujourd'hui, les alternatifs des années 1970-1980 et les associationnistes ou coopérativistes libertaires avec Proudhon au XIX^e siècle ? Quelles sont les autres valeurs générant, dans leurs bouches, une justification ?

— Autogestion

Si l'on scrute bien l'extrait cité du témoignage de Pierrette, un nouvel élément clé, autour duquel semble s'organiser son discours, est la démocratie de gestion : « Ce qui les fait tenir [les filles du Flamboyant], c'est qu'elles ont une organisation polyvalente : elles partagent les tâches, elles partagent les responsabilités, etc. Elles se retrouvent dans un mode d'organisation qui est le leur ! Et c'est ça qui les fait tenir. Mais si ensuite vous mettez un vrai patron qui les exploite, ça ne fonctionne plus [...] »

Ce trait que nous avons décidé de qualifier d'autogestionnaire (mais qui peut se décliner dans les discours en démocratie de gestion, propriété collective, polyvalence, etc.) semble être une constante des justifications solidaires. À titre d'exemple, on peut citer Luc. Il est l'un des trois fondateurs de l'Organisation pour projets alternatifs d'entreprises (OPALE), une agence qui aide les services de proximité de type culturel à se créer. À l'époque de notre enquête, leur principale activité consiste à aider des porteurs de projet à ouvrir des « cafés-musique » un peu partout en France. Il s'agit de petites salles de concert de musique du monde et de rock alternatif. Luc parle des projets qu'ils acceptent d'aider et explique qu'il essaie de les faire évoluer vers l'autogestion, à l'instar du fonctionnement d'OPALE :

« C'est vrai qu'on est attentif à l'organisation interne, au niveau, j'allais dire, de l'autogestion [...]. Tu sais, dans la musique, t'as des gens très rock'n'roll, ça peut être "que des droits et jamais de devoir". C'est le grand discours libertaire. C'est ça qui est difficile à assumer : forcément, dans les perspectives anarchistes-libertaires-communautaires, tu as énormément de devoir. Assumer une gestion, c'est difficile. Nous, on fait attention à ce que les gens puissent avoir de l'autonomie dans leur boulot et qu'ils soient responsables [...]. Dans une association, quand il y a un directeur qui dirige tout, ça nous horripile. Finalement, nous, on se dit que depuis treize ans que l'OPALE existe on n'a jamais fonctionné comme ça. Pendant huit ans, on n'a pas eu de directeur [...]. L'OPALE, on est tous les trois moteurs. Après, on a nommé Bruno directeur car c'est plus simple vis-à-vis des institutions, mais chez nous il n'y a jamais une décision qui soit prise sans que tout le monde soit au courant.

Il y a une quasi-égalité des salaires [...], à mesure des années, chacun a des compétences très diverses, chacun aime bien faire des trucs vraiment différents [...]. Quand tu en as trois à la base en autogestion, ça roule dix fois mieux. Et les jeunes qu'on a embauchés là, Gaël et Claire, ils sont déjà hyperautonomes. Ils ont 26 ans. Ils sont superpolyvalents [...], on les encadre mais on ne les assiste jamais. »

Salaires similaires, absence de hiérarchie, démocratie directe, polyvalence et décisions au consensus : les membres d'OPALE dans le secteur culturel de l'économie solidaire ne semblent pas envisager la gestion de leur structure (et de celles qu'ils accompagnent) autrement que les femmes du Flamboyant.

Là encore, il est difficile de ne pas penser aux associations et coopératives décrites par Proudhon. L'autogestion est le principe fondateur de l'organisation économique fédérative du système libertaire qu'il espère voir éclore à un niveau macroéconomique : « Pour les chemins de fer, pour les mines, les ateliers spécialisés⁶, l'ouvrier devra être détenteur des moyens de production et posséder en droit la compagnie dans laquelle il travaille [...]. Il pourra participer aux bénéfices de celle-ci à hauteur de la participation à ses charges, participer aux prises de décision et surtout obtenir un apprentissage polyvalent afin de pouvoir y effectuer différentes tâches et éviter d'être ainsi la victime de la division du travail parcellaire et aliénante » (1923 [1851], p. 275-282).

S'ils ne citent pas Proudhon en permanence, les alternatifs des années 1970 et 1980 savent évidemment ce qu'ils doivent au courant autogestionnaire en pleine effervescence à leur époque. C'est ce que concédera Béatrice Barras, dont la coopérative Ardelaine, née en 1982, compte aujourd'hui plus de quarante coopérateurs et salariés. Elle raconte dans un ouvrage comment son compagnon Gérard (27 ans) et elle-même (23 ans), marqués par les événements de 1968 sans y avoir directement participé, se rendent en Ardèche en 1972 avec de nombreux autres jeunes, « partis à la campagne pour refaire le monde à leur image ». Leur but est de reprendre une filature de laine

6. Proudhon pense notamment aux canuts de Lyon qui l'ont fortement marqué.

abandonnée à Saint-Pierreville. Rejoints par quelques amis, dont un ancien militant autogestionnaire du Parti socialiste unifié et Simone, institutrice militante au Mouvement français pour le planning familial, le groupe vit de « débrouilles » – vendange, cueillette des cerises, travaux de maçonnerie. Contraints par leur situation précaire, ils mettent les bouchées doubles pour mettre sur pied leur société coopérative ouvrière de production (SCOP). Ils y parviendront grâce l'aide de l'ALDEA et de ses premiers CIGALES, devenant ce que Bertrand Hervieu et Danièle Léger (1979) appelaient alors des « installés ». Béatrice Barras écrit :

« À l'époque, le postulat du "tous capables" mis en exergue par le Groupe français pour l'éducation nouvelle (GFEN), que nous avions fréquenté, est présent dans nos têtes. Chacun se positionne naturellement en fonction de ses aptitudes et de sa sensibilité [...]. La polyvalence et la formation interne sont de mise : on apprend à tondre, à faire les matelas, à vendre. Il n'y a que la comptabilité (gérée par Catherine) qui reste un domaine difficile d'accès en raison de l'extrême rigueur et du suivi exigés. Le soutien des autres coopérateurs (bénévoles) est toujours présent pour permettre le développement, créer de nouvelles activités, de nouveaux ateliers, de nouveaux salaires. Plusieurs personnes y participent pendant leurs temps libres, dans la perspective de créer peut-être un jour leur emploi. » (Barras, 2003, p. 72-73)

Le discours n'est pas différent du côté de leurs amis alternatifs de la SAPO⁷ de construction de maisons écologiques Ambiance Bois, une autre coopérative soutenue à ses débuts (à partir de 1981) par l'ALDEA et ses premiers CIGALES : « Imprégnés d'une sorte de conviction selon laquelle on peut changer le monde en changeant le quotidien, que *small is beautiful*, même si l'autogestion ce n'est pas de la tarte, nous étions vraiment à la recherche, qui nous paraît évidente, d'un autre modèle de travail, un autre modèle d'entreprise [...]. À lire en particulier trois numéros de la revue *Autrement* à laquelle nous sommes

7. Société anonyme de participation ouvrière. Ce statut, quasiment inutilisé, octroie la moitié des pouvoirs aux actionnaires et l'autre moitié aux travailleurs par le biais d'une coopérative de main-d'œuvre.

abonnés (ainsi qu'à la participation à ses colloques !), nous avons l'impression que les choses étaient en train de bouger, bref, que l'on n'était pas les seuls à rêver et à vouloir faire avancer le schmilblick de l'innovation sociale», se rappelle un des membres fondateurs (Lulek, 2003, p. 27, 127). « Pas de chef, de leader, de berger pour décider pour le groupe. À la place : l'échange, le débat, la négociation, le dialogue. Pas de soumission à une autorité, d'obédience à une hiérarchie. À la place : l'information partagée, les enjeux discutés et la décision prise le plus souvent à l'unanimité, au consensus, quitte à laisser traîner un peu celles qui ont du mal à émerger » (*ibid.*, p. 39).

La revue *Autrement* n'est pas la seule référence des alternatifs. Pour étayer leur choix autogestionnaire, ils entreprennent la lecture d'Aznar, Mothé, Granstedt et surtout Rosanvallon⁸. Et effectivement, on ne peut s'empêcher de penser aux mots de ce dernier lorsqu'il définit l'autogestion dans le sillage de Proudhon : dans l'autogestion, « il s'agit de permettre une véritable circulation de l'information et des techniques auprès de tous les individus concernés : dans un atelier ou dans un quartier par exemple. Car l'entreprise hiérarchique consolide sa structure par la sélection de l'information qui perpétue les rôles attribués et fige les structures de communication. La hiérarchie de l'information reproduit la hiérarchie du pouvoir [...]. Le pouvoir devient collectif et n'est plus confisqué et accaparé par un petit groupe isolé, légitimé par ses titres de propriété ou son savoir » (Rosanvallon, 1976, p. 74, 79). Naturellement, l'autogestion, pense Pierre Rosanvallon à l'époque, ne peut s'appliquer qu'à des petits groupes au sein desquels se répartissent les titres de propriétés, capitaux et outils. Si ce n'est pas le cas, l'autogestion ne présente pas une alternative au poncif de la gestion déhiérarchisée, celle du toyotisme qui, dès les années 1970, envisageait que les équipes ouvrières s'autonomisent et autogèrent leur unité de production. Et ce, naturellement, sans pour autant leur octroyer des droits de propriétés quelconques ni même une participation accrue aux bénéfices (Castells, 1998, p. 191 et suiv.).

8. « Nous lisons Rosanvallon (*L'Âge de l'autogestion*), Granstedt (*L'Impasse industrielle*), Aznar (*Tous à mi-temps*), Mothé (*Autogestion et conditions de travail*) » (*idem*).

Que ce soit dans la très contemporaine économie solidaire, au sein de l'économie alternative que firent vivre les néoruraux post-soixante-huitards dès la fin des années 1970 ou à travers le programme d'économie politique coopérative de Proudhon au XIX^e siècle, l'engagement se parle et se vit avec des préoccupations identiques : l'égalité salariale stricte, le rejet de la hiérarchie, l'autonomie, la démocratie directe, le savoir partagé. En un mot comme en cent : l'autogestion. Ses diverses déclinaisons seraient le propre de la grammaire des nouvelles luttes, altermondialistes ou autres : « Les formes de mobilisation et les modes d'action trancheraient avec ceux des centrales syndicales puisqu'il s'agit de groupes instables de type réticulaire, organisés à partir de relations interpersonnelles, très décentralisés, animés par un souci (du moins proclamé) de démocratie directe, un refus de la délégation et de la hiérarchie » (Sommier, 2003, p. 24). Autant de traits discursifs au moins aussi caractéristiques des revendications des coopératives alternatives hier et des coopératives libertaires avant-hier.

— Convivialité

Reprenons à présent de plus belle le fil du raisonnement de Pierrette. Un autre élément pouvant être envisagé comme grammaticalement structurant de son engagement semble bien être le lien social, le partage d'humanité, soit la sympathie que les femmes du Flamboyant ont les unes pour des autres : « L'entreprise prend racine dans ce que sont les gens parce qu'ils sont proches, parce qu'il y a du lien social [...]. Il faut des éléments matériels pour qu'une initiative d'économie solidaire germe, et ça se fait toujours autour de l'idée de partage [...] »

L'humain, le lien, le plaisir du partage... autant de traits spécifiques qui expliquent le plaisir de s'engager dans un service d'échange local (SEL), ces associations où des biens et services s'échangent contre une monnaie fictive et fondante⁹, dont le nombre ne cesse d'augmenter en France depuis les années 1990. Régis, du SEL du Faubourg,

9. Pour que la monnaie circule et ne soit pas thésaurisée (conservée pour spéculer), la monnaie perd de sa valeur avec le temps qui passe.

raconte le jour où il est allé aider une membre de l'association pour quelques caillous (unité monétaire de ce SEL) :

« J'ai eu l'occasion de faire de la peinture dans un appartement avec une fille qui me l'a demandé (c'était à Montreuil). Elle a fait de la peinture avec moi. On a fait de la peinture ensemble. On a discuté pendant toute la journée. On s'est appris des choses l'un l'autre. Elle m'a invité à déjeuner à midi. Ça s'est très bien passé. Et puis, quand je suis parti le soir, je n'avais pas l'impression d'avoir gagné des euros, j'avais l'impression d'avoir gagné plus que des euros. C'était un échange. Quelque chose s'était passé dans cette journée qui était très agréable. »

Est-il possible de trouver trace de ce jugement grammaticalement normé par la convivialité (« Elle m'a invité », « C'était un échange », « j'avais [...] gagné plus que des euros », « agréable »...) dans la littérature déjà convoquée ? Proudhon, en son temps, pense que les coopératives se développent si bien depuis le début du XIX^e siècle parce que, principalement, « au sortir du creuset de la révolution française, c'est un esprit d'égalité et de sympathie avec la classe ouvrière qui caractérise la classe moyenne » (1977 [1865], p. 210). Pour théoriser cet esprit de sympathie qui règne dans les coopératives, l'auteur, bien que profondément irréligieux, se repose sur les premiers textes chrétiens dans le but explicite d'en étendre le principe fondamental à sa théorie économique libertaire de la mutualité : « Jésus [prêchait] la fraternité universelle, sans distinction de Juif ni de Gentil [en] généralisant la loi de Moïse : Tu prêteras à ton frère, Israélite ou étranger, sans intérêt. L'auteur de l'Évangile fermait ainsi l'âge de l'égoïsme, l'âge des nationalités et ouvrait la période d'amour, l'ère de l'humanité. Sans doute il développait avec plus d'énergie qu'on ne l'avait fait avant lui le principe célèbre : "Faites aux autres comme à vous-même." Mais jamais il ne lui vint à l'esprit d'organiser économiquement la mutualité [...] » (*ibid.*, p. 153-154).

Nous ne nous attarderons pas à décrire plus avant ce que Proudhon entendait par mutualité¹⁰. Retenons néanmoins que le principe de « l'amitié vertueuse » qui la fonde traverse également les œuvres de

10. À ce sujet, cf. Frère (2009a).

Mikhaïl Bakounine ou Henri David Thoreau pour les historiens de la pensée libertaire (Passetti, 1997, p. 455). Or, plus récemment, c'est à nouveau dans les textes sur l'engagement alternatif que l'on en retrouve plus que des effluves. Toujours au tournant des années 1970-1980, la revue *Autrement* s'intéresse de près à toutes les initiatives économiques alternatives. Elle publie même des articles écrits par des membres de l'ALDEA ou des textes retraçant la création d'initiatives que l'agence soutient. En septembre 1979, Jules Chancel et Pierre-Éric Tixier, deux piliers du comité éditorial, y parlent abondamment des ouvriers qui reprennent leur outil en autogestion, des nouveaux entrepreneurs sociaux qui aident les plus précaires à créer leur propre emploi et des entreprises alternatives en général au rang desquelles compte Ardelaine que nous avons déjà évoquée (Chancel, Tixier, 1979, p. 7-14). Dans ces PME, écrit par exemple Pierre-Éric Tixier, « la bonne volonté ne manque pas de vouloir inventer des rapports de travail chaleureux, monde de copains et d'égaux, dans lequel on se passe le rabot ou la règle à calcul avec le sourire. Il y a là un militantisme de bon aloi fondé sur l'entraide, la conscience de vivre dans un univers de travail plus satisfaisant et plus valorisant par rapport au camarade cadre dirigeant d'une usine ou O. S. à la chaîne dans la filiale d'une multinationale » (Tixier, 1979, p. 122-128).

Ce n'est pas un hasard si un bimensuel comme *Autrement*, dont les thématiques sont proches à cette époque précise d'autres revues, *Autogestions* par exemple, suit une ligne éditoriale dans la filiation de celle identifiée au sein des publications labellisées « économie alternative » par l'ALDEA¹¹. Dans chacune de ces publications, un auteur est particulièrement cité. Il s'agit d'Ivan Illich, anarchiste chrétien dont l'influence proudhonienne n'est plus à démontrer¹². Sa critique acérée du monde industriel, qui réduit la dépendance des hommes aux savoirs experts contrôlés par les élites technocratiques, vient nourrir la grammaire alternative. Au stade avancé de la production de masse, écrit le penseur autrichien, « la nature est dénaturée, l'homme déraciné,

11. À ce sujet, cf. Outrequin, Potier, Sauvage (1986). Au début des années 1980, l'ALDEA publie aussi une Lettre, laquelle deviendra plus conséquente à la fin de cette décennie pour donner naissance à la revue *À faire*.

12. À ce sujet, cf. Illich (1971).

castré dans sa créativité, est verrouillé dans sa capsule individuelle. La collectivité est régie par le jeu combiné d'une polarisation exacerbée et d'une spécialisation à outrance » (Illich, 1973, p. 11). Et si les technocrates se connaissent entre eux, les ouvriers et employés, eux, deviennent des étrangers les uns par rapport aux autres, dans un environnement de travail auquel ils ne confèrent pas nécessairement de sens. Pour un travailleur, nul rapport humain n'est en définitive nécessaire puisqu'il peut se contenter de se concentrer sur ce que son outil de travail exige qu'il fasse dans la chaîne productive. Un système de production postindustriel devrait quant à lui respecter la relation triadique entre l'homme, l'outil et le collectif, et ce afin de tendre vers une « société conviviale », une société dans laquelle est valorisé le lien social par excellence. Illich explique que cet usage du terme convivial renvoie à l'allemand *Mitmenschlichkeit* (co-humanité, sympathie, amitié) : « J'entends par convivialité l'inverse de la production industrielle. Chacun de nous se définit par sa relation à autrui [...]. Le passage de la productivité à la convivialité est le passage de la productivité à la spontanéité du don. La relation industrielle est un réflexe conditionné par un autre usager qu'il ne connaîtra jamais ou par un milieu artificiel qu'il ne comprendra jamais. La relation conviviale, toujours neuve, est le fait de personnes qui participent à la création de la vie sociale. Passer de la productivité à la convivialité, c'est substituer à une valeur technique une valeur éthique, une valeur matérialisée à une valeur réalisée » (Illich, 1973, p. 28).

Certains estiment que l'une des caractéristiques de l'engagement contemporain est qu'y prédomine un désir d'épanouissement social. Plus question de se « sacrifier à une cause », de souffrir d'un manque de reconnaissance eu égard à une somme d'investissements non relevé par les pairs. On s'engage avec des amis et on envisage de quitter un groupe militant dès que le plaisir de la convivialité ne s'y retrouve plus. Ce qui expliquerait d'ailleurs la terrible versatilité des formes d'engagement actuelles au regard de ses formes traditionnelles dans les syndicats et les partis politiques, plutôt assises sur des fondements idéologiques. C'est d'ailleurs l'un des traits culturels par excellence du militantisme altermondialiste, estiment les spécialistes : « La sociabilité et l'amitié constituent [...] des éléments fondamentaux de

l'engagement et les jalons d'un monde meilleur. Les acteurs culturels de l'altermondialisme accordent ainsi une grande importance aux relations interpersonnelles et au niveau local » (Pleyers, 2010, p. 192). Altermondialistes assumés, les acteurs de l'économie solidaire ne qualifient pas autrement leur engagement. Mais il serait abusif de réserver aux dires des « alters » contemporains le trait discursif de la convivialité. L'amitié, le lien social, l'humain, composaient déjà autant de notions mobilisées pour juger les raisons d'être des premières coopératives. Et que la convivialité ou l'une de ses déclinaisons lexicales soit également une norme saisie par les journalistes qui écrivaient sur les entreprises alternatives dans *Autrement* ou *À Faire* il y a trente ans ne fait en définitive que confirmer une norme grammaticale qui semble conditionner les jugements militants depuis un certain temps.

— Militantisme

Après la convivialité (la sympathie, l'amitié, le lien humain), l'auto-gestion (parité salariale, gestion collective, polyvalence...) et la créativité située (la révolution du quotidien, l'alternative comme innovation artistique), est-il encore des éléments qui semblent contribuer à construire l'assise discursive du témoignage de Pierrette lorsqu'elle nous parle de son engagement avec le Flamboyant ? Son interview s'achève sur quelques mots concernant le sens politique de l'action de la coopérative. Elle se pose la question : « comment créer un mouvement fort, comment arriver à mailler ces initiatives et parler ensemble, "pareil" ? » Ce disant, elle prend clairement ses distances avec ce qu'elle identifie comme une mainmise « marxiste-léniniste » sur le mouvement altermondialiste par ATTAC ou certains syndicats : « Pour ça, on va aux forums... mais ATTAC, etc., moi, je ne m'identifierai jamais à cette attitude qui veut "refaire le monde" de cette façon-là [...]. Je trouve que l'économie solidaire, ce n'est pas la lutte finale. L'économie solidaire, ce n'est pas d'abord des penseurs. C'est d'abord [...] des pratiques de terrain, et les gens comme ceux (celles) de Ré-Actives se saisissent de Porto Alegre, Florence et Paris pour faire leur chemin politique [...]. »

Arturo, président du réseau de boutique de commerce équitable Artisans du Monde, parle du potentiel politique immédiat que recèle l'organisation de l'économie solidaire et de sa méfiance à l'égard des formes traditionnelles de lutte :

« Moi, par les altermondialistes, je me fais taxer d'anarchiste libertaire [...]. Parce qu'ils ont une approche de la politique plutôt marxiste ou trotskiste [...]. C'est vrai, moi, je ne suis pas marxiste orthodoxe. Je pense qu'une bonne manière de construire la démocratie dans ce monde est de laisser la responsabilité aux gens plutôt que de faire de la délégation [...]. Moi, je m'en fous si on dit que je suis un libertaire [...]. On n'est pas seulement citoyen quand on vote aux élections, on est aussi citoyen quand on organise le développement de son quartier ou quand on prend des initiatives économiques pour permettre aux femmes des quartiers populaires de prendre en main leurs vies [...] par le réseau de restaurants que des femmes immigrées organisent [...]. Il n'y a pas que l'État ou que l'entreprise comme organisation politique, il y a ces modèles qui sont porteurs d'avenir. »

Cette méfiance spontanée à l'égard d'éventuels leaders éclairés d'un idéal révolutionnaire marxiste évoque également un courant intellectuel qui eut un certain écho dans les années 1960-1970, même s'il ne fut pas comparable au succès du situationnisme de Debord et Vaneigem, au convivialisme décroissant d'Illich ou au mouvement autogestionnaire théorisé notamment par Rosanvallon au moment où cet idéal était largement partagé dans la nouvelle gauche. Il s'agit du groupe radical et antistalinien Socialisme ou barbarie (Frère, 2010a). Être critique à l'égard du communisme soviétique en général et de Staline en particulier au début des années 1960 n'allait pas de soi dans le monde intellectuel français, en témoigne le long égarement de Sartre à leur sujet. Mais la revue *Socialisme ou barbarie* publia très tôt, dès les années 1950, des articles extrêmement sévères. Les philosophes Claude Lefort et Cornélius Castoriadis en étaient les principaux animateurs. Rétrospectivement, le premier consentit à qualifier leur posture d'alors dans la revue de « libertaire »¹³. Dans ses textes publiés

13. Castoriadis quant à lui restera réservé quant à l'emploi de ce qualificatif (Frère, 2010a ; 2010b).

sous pseudonyme, Claude Lefort s'attachait déjà à concéder un véritable poids au vocabulaire de la participation et du réseau en vogue actuellement. Ce dernier proposait à son groupe Socialisme ou barbarie de tisser des liens avec des groupements d'ouvriers.

Car, pour lui comme pour Arturo, le politique se loge de façon insoupçonnée dans ces vies précaires qui se construisent ensembles, dans des organisations alternatives grosses d'une démocratie qui s'ignore. Ce que doit faire Socialisme ou barbarie consiste à se saisir du quotidien ouvrier pour repérer sa réelle teneur politique plutôt que celle qu'on lui prête. Or cette démarche, en réalité extrêmement matérialiste, est impossible à effectuer en suivant Marx de façon tout à fait orthodoxe. Pourquoi ? Parce que « Marx dépeint le prolétariat en des termes si sombres qu'on est en droit de se demander comment il peut s'élever à la conscience de ses conditions et de son rôle de direction de l'humanité. Le capitalisme l'aurait transformé en machine et dépouillé de "tout caractère humain au physique comme au moral" » (Lefort, 1979 [1952], p. 73). Pour Marx, même si les conditions de la révolution politique sont à chercher dans le vécu des ouvriers paupérisés à l'extrême, la voie susceptible d'y mener doit être indiquée par le parti (Frère, 2010b). Pour les sociaux-barbares, à l'inverse, « la politique n'est pas à enseigner, elle est plutôt à expliciter comme ce qui est inscrit à l'état de tendance dans la vie et la conduite des ouvriers » (Lefort, 1979 [1952], p. 104). La créativité et l'inventivité des organisations locales, des « conseils », se suffisent à elles-mêmes : « Le mouvement ouvrier ne se frayera une voie qu'en rompant avec l'idée de parti ou d'instance centralisée pour chercher ses formes d'action dans des noyaux multiples de militants organisant librement leur activité et assurant par leurs contacts, leurs informations et leurs liaisons non seulement la confrontation mais aussi l'unité des expériences » (Lefort, 1979 [1952], p. 113).

Entre l'animation de leur quartier et leur restaurant, les femmes du Flamboyant vont aussi « faire leur chemin politique », « mailler » des initiatives. Et ce, sans concéder leurs voix aux représentants d'organisations activistes en vue (ATTAC, par exemple, que Pierrette qualifie de « marxiste-léniniste »), à une structure syndicale ou à un parti de gauche radical quelconque. En pointillé, les oppositions du débat

contemporain que Pierrette pense observer – à tort ou à raison – entre l'engagement des acteurs de l'économie solidaire et des groupes comme ATTAC sont repérables dans le discours que Lefort tient au sujet des ouvriers d'une part et des institutions politiques de gauche radicale de l'époque (PCF, CGT) d'autre part : « capacité politique locale/centralisation », « spontanéité/organisation », « réseau/hiérarchie ». Pour Pierrette comme pour Lefort en somme, nul besoin d'évoquer une quelconque organisation politique puisque les acteurs sont spontanément « politiques ». Il suffit en quelque sorte de leur donner l'opportunité du réseau ou de la plateforme comme le font les forums sociaux mondiaux ou européens aujourd'hui ou comme aurait essayé de le faire Socialisme ou barbarie hier¹⁴.

Ce spontanéisme libertaire de l'organisation politique, qui rejète l'idée d'adhésion à une ligne politique incarnée dans un parti, un représentant ou un manifeste quelconque, explique la méfiance des sociaux-barbares à l'égard de la figure stalinienne. Elle explique également le ton d'une des fondatrices de l'ALDEA qui, se penchant sur les dix dernières années d'activité de l'agence, écrit dans *À faire* un texte au sujet de l'enjeu politique que constitue la création d'un réseau plus vaste d'économie alternative et solidaire, que sera le REAS :

« Lorsque l'on examine de l'intérieur la juxtaposition de ce qui est habituellement présenté comme les micro-initiatives de l'économie alternative et solidaire, on est à la fois frappé par leur potentiel de créativité et leur diversité, et interrogé par le poids politique qui pourrait à terme être le leur face au rouleau compresseur du modèle productiviste [...]. L'intérêt de l'école de l'économie alternative, c'est en quelque sorte de former vitrine, d'anticiper sur des changements plus vastes, de concentrer des potentiels d'action que la seule perspective de lendemains qui chantent ne suffit pas à faire fructifier : autrement dit, de rompre avec les modèles politiques purement propagandistes ou protestataires [...]. L'économie alternative et solidaire a comme stratégie de s'élargir par l'amont et par l'aval à la notion de développement communautaire dont le sens est de restituer à des collectifs (définis par

14. Il est à noter que le groupe a réellement organisé des rencontres entre groupes militants et syndicats dans diverses villes de France (Gottraux, 1997).

l'appartenance à un territoire, un groupe, une situation de travail) du pouvoir sur leur propre devenir, sur leur environnement, et d'accroître leur capacité d'intervention sur la scène démocratique. C'est dans cet esprit que le REAS s'attache désormais à diffuser et améliorer ses outils, au contact de mouvements sociaux qui se savent condamnés à l'impuissance s'ils sont obligés, pour survivre, de tirer sans cesse la sonnette des partis : mouvements de jeunes dans les banlieues, mouvements des éco-entrepreneurs, mouvement pour un autre développement dans les colonies françaises, mouvement des paysans pour une autre agriculture, mouvement de lutte contre le chômage... [...] Bref, c'est réinstiller de l'intelligence collective et de la participation démocratique sans laquelle, à terme, aucune occupation des leviers de pouvoir gouvernemental, à moins d'en avoir une vision bureaucratique, technocratique ou autoritaire, n'a de capacité formatrice » (Archimbaud, 1999, p. 13-15).

Ce plaidoyer en faveur d'une participation démocratique des personnes constituant localement les collectifs d'économie solidaire, l'opposition ferme aux propagandistes protestataires, à la représentation unitaire, autoritaire ou partidariaire et l'appel à la constitution d'un réseau politique avec les autres franges des mouvements sociaux contemporains rappelle encore la posture libertaire, assumée par Arturo un peu plus haut.

Proudhon défendait, on le sait, un fédéralisme strict qui était une nouvelle dérogation aux principes des communistes centralisateurs (incarnés par Marx) qu'il tient pour des utopies illusoire : « C'est une nouvelle catégorie de la science sociale qu'ils abolissent : valeur, échange, égalité, justice, achats et ventes, commerce, circulation, crédit, etc. Le communisme, pour subsister, supprime tant de mots, tant d'idées, tant de faits, que les sujets formés par ses soins n'auront plus besoin de parler, de penser ni d'agir : ce seront des huitres attachées côte à côte, sans activité, ni sentiment, sur le rocher... de la fraternité. Quelle philosophie intelligente et progressive que le communisme ! » (Proudhon, 1983 [1846], p. 43). Proudhon n'est pas qu'ironique. Il est aussi d'une lucidité étonnante et anticipe sur ce qui va advenir en Russie : « En fin de compte, que chacun soit ouvrier national et travaille au compte de l'État, qui ne paye personne, mais

qui prend soin de ses enfants, telle est à peu près l'utopie. » Et une telle utopie unitaire est dangereuse, prévoit-il, car elle indique que, « de tous leurs préjugés inintelligents et rétrogrades, celui que les communistes caressent le plus est celui de la dictature » (*ibid.*, p. 51).

Proudhon rejette plus que tout l'idée d'une possible unité derrière des délégués politiques, des penseurs, des partis. Pour lui, démocratie rime avec pluralité des collectifs locaux : « Avec l'unité, la politique se réduit à un simple machinisme, dont il n'y a plus qu'à faire tourner le volant [...]. La démocratie, lorsqu'elle incline au communisme, formule l'unité. Sa fin est l'unité, son moyen l'unité, sa loi, toujours l'unité. L'unité est son alpha et son oméga, sa formule suprême chaque fois qu'elle répond à la demande de fournir son "programme" » (*ibid.*, p. 381-384). De là en partie sa brouille avec Marx, dès 1846, qui lui suggérerait à l'occasion de leurs réguliers échanges épistolaires l'adhésion à une nécessaire organisation centrale qui puisse coordonner les unités ouvrières et diffuser une théorie (deux tâches qui ne peuvent être spontanées). Naturellement, Proudhon sait que Marx lui-même, en tant que philosophe, n'apporte qu'une attention « contrainte par les événements » à la question du parti, contrairement à ce que laisse penser la seule lecture du *Manifeste du Parti communiste*. Néanmoins, cet échange épistolaire qui consumera le divorce et le rejet de la révolution par Proudhon peut être tenu pour l'équivalent du rejet du parti auquel il procède partout ailleurs. Et de s'insurger : non, « à un niveau fédératif supérieur, la régénération d'autorités implicites dans un contexte d'auto-organisation ne peut qu'apparaître comme illégitime » (cité par Ansart, 1967, p. 210-211). À l'opposé d'une structure représentative quelconque, « l'idée de fédération est la plus haute à laquelle se soit élevé jusqu'à nos jours le génie politique [...]. Avec elle, nous n'avons plus à craindre de nous abîmer dans les antinomies gouvernementales ; de voir la plèbe "s'émanciper" en proclamant une dictature perpétuelle, la bourgeoisie manifester son libéralisme en poussant la centralisation à outrance » (Proudhon, 1959 [1863], p. 352-353). Elle est l'opposé de la hiérarchie ou centralisation administrative, conclut-il (*ibid.*, p. 321)¹⁵.

15. Pour plus de développement, cf. Frère (2009b).

Par le biais de cette question de la nature politique de l'engagement « solidaire », un nouveau trait grammatical se manifeste transversalement aux témoignages de Proudhon, des sociaux-barbares, des alternatifs né-soixante-huitards et des solidaires contemporains : le fait politique est inhérent à l'action collective située, qu'elle soit de l'ordre d'une association de citoyens épargnant dans un CIGALES, d'une coopérative de consommation type AMAP, d'un regroupement ouvrier en lutte au sein de leur firme ou d'un restaurant communautaire. Et si fédération il y a, elle ne peut être que spontanée et en aucun cas dirigée ou incarnée. Contre le désir d'« unifier » sous une instance représentative quelconque (humaine, partisane ou syndicale), contre la possibilité toujours menaçante de la hiérarchie et de l'autorité, tous disent vouloir jouer la carte du réseau, de la fédération, de l'auto-organisation, de la responsabilité. En lieu et place de l'utopie de la lutte finale et du grand soir néomarxiste rêvant à l'avènement d'une strate d'humanité communiste parfaite réconciliée avec elle-même, la possibilité d'une auto-émancipation citoyenne émerge effectivement dans les pratiques micropolitiques comme celle du Flamboyant pour, qui sait, s'achever à Porto Alegre.

Il ne s'agit ici en rien de porter un jugement normatif sur la visée effective de ces postures déclarées, tendanciellement libertaires. Encore moins nous positionnerons-nous sur leur originalité – on sait combien, à l'instar de l'autogestion, le lexique même de l'engagement militant a été colonisé par les derniers avatars du capitalisme¹⁶. En revanche, il faut relever qu'une fois encore nous avons affaire à un corpus de valeurs et de termes consonants intégrés à une seule et même logique grammaticale les organisant de façon intelligible et univoque, et ce quelle que soit l'époque. On parle le langage de l'auto-organisation, de l'anti-unitarisme, de l'anti-hiérarchie, de la démocratie directe non représentative, de la participation et de la responsabilité subjective de la même façon hier et aujourd'hui. Et si d'aucuns pensent voir dans ce langage le propre des nouvelles formes d'engagement militantes (contre de supposées « anciennes formes syndicales et partidaires trop rigides et hiérarchiques »), ce qui vient d'être

16. À ce sujet, cf. Boltanski, Chiapello (1999) ; Sennett (2006).

dit nous rappelle que la lecture de textes et de témoignages passés reste pour le moins instructive.

Une nouvelle grammaire de l'engagement... née il y a cent cinquante ans

Laurent Thévenot a certes raison d'avancer que, dans les mouvements sociaux actuels, « le classique problème du rapport à la base et de la représentativité du porte-parole tourne à une mise en cause plus radicale de la capacité à représenter. Les coordinations se mettent en place pour un temps, restant au plus près des préoccupations en jeu dans le conflit particulier [...]. Le souci d'un engagement authentique suscite le soupçon à l'encontre de la parole qui prétend porter loin en généralisant, dans une mise en cause systématique de toute représentation au regard de la vérité du singulier [...]. Une démocratie représentative ou sociale céderait la place à une démocratie libérale seule capable de tirer les leçons du totalitarisme ». Une telle démocratie, avec ses seules procédures, permettrait « de faire l'économie d'une référence à des biens communs, tout à la fois impropre à obtenir l'accord de tous et dangereuse pour la tyrannie dont elle porte la menace » (Thévenot, 2006, p. 214-215).

L'engagement politique authentique, laisse entendre Thévenot, est devenu « micro ». Il se loge dans des pratiques citoyennes qui s'en ignorent porteuses, sur le fameux mot d'ordre altermondialiste « penser global, agir local ». Le reste est affaire de réseau, de fédération ponctuelle, horizontale et directe, avec les autres mouvements sociaux. C'est aux collectifs locaux qu'il faut restituer l'initiative politique, pensaient les membres de l'ALDEA il y a trente ans et Proudhon il y a plus de cent cinquante ans. Déléguer, c'est prendre le risque de la bureaucratisation, de la confiscation du pouvoir, du marxisme-léninisme, bref, de la tyrannie. L'idée de fédérer en réseau de telles unités micropolitiques sur des objectifs ponctuels est, en cela, aussi vieille que celle de faire valoir la convivialité et le lien social des coopératives locales contre les grandes idéologies communistes révolutionnaires. Certes, ces idéologies unifient, mais elles uniformisent et négligent aussi les singularités humaines. Ce jugement était le

propre des libertaires au XIX^e siècle, bien avant qu'il ne soit celui des jeunesses altermondialistes.

L'efficacité de l'action située ici et maintenant faisait déjà rêver ces libertaires coopérativistes – contre tous les discours théoriques et les intellectuels qui les tiennent – pour s'improviser leaders ou représentants d'un mouvement. Cette action relève de l'inventivité populaire. Avec Proudhon, ils ont créé le premier SEL français (la Banque du peuple, en 1849) juste avant que Proudhon ne soit envoyé en prison. Les paysans qu'il étudia inventèrent également des dispositifs ingénieux de microcrédit et les ateliers de canuts qui le fascinaient pratiquaient l'autogestion (un homme, une voix, parité salariale et décisionnaire), comme l'auraient préconisé Rosanvallon et les activistes de l'ALDEA.

Au fil des pages, nous avons décanté quatre grandes normes grammaticales traversant les jugements que des militants de trois époques différentes posent sur leurs pratiques : la convivialité, la créativité situationniste, l'autogestion et l'engagement politique proprement dit¹⁷. Ces normes se déclinent certes, çà et là, en divers synonymes. Mais c'est le corpus entier de ces synonymes charriés par ces jugements qui a traversé le temps, corpus duquel procèdent les règles d'une même grammaire militante qui se retrouvent de justification en justification.

Il ne s'agit pas de prétendre que rien ne bouge ni ne change. Mais, à l'inverse, avant de crier à la transformation radicale, au changement providentiel ou à la révolution des us et coutumes du militantisme, il convient d'y regarder de plus près. Bien sûr, les conditions historiques

17. Dans la partie non publiée de la thèse de doctorat de laquelle sont extraits les éléments du présent texte, nous renvoyons systématiquement le lecteur en annexes à l'occasion des chapitres traitant des normes grammaticales que sont l'autogestion, la convivialité, l'engagement et le situationnisme. Dans ces annexes se trouvent, pour chaque norme, une dizaine d'extraits d'autres entretiens avec d'autres acteurs de l'économie solidaire ainsi que des extraits de leurs articles dans les revues évoquées. Ces extraits d'entretiens et d'articles administrent pour ainsi dire la preuve de la transversalité de ces quatre normes dans tous les discours des acteurs se prononçant sur l'économie solidaire. Au total, l'ensemble des quatre-vingt-dix entretiens et des trois cents textes sont mobilisés, souvent à plusieurs reprises lorsqu'ils évoquent plus qu'une des quatre normes relevées. Il est à noter que tous évoquent au moins une des quatre normes et qu'aucun n'en infirme (Frère, 2006).

se transforment, des statuts juridiques naissent ou meurent entre associations, syndicats et entreprises privées. L'ère de l'information a bouleversé les rapports humains. L'État s'est fait providence à une époque, libéral à une autre. Quant au capitalisme, d'industriel il est devenu informationnel. Tout cela conditionne fortement les façons de s'engager : il y a tous les jours de nouvelles raisons de se révolter, de désobéir et de s'opposer au moment précis où d'autres raisons disparaissent (les congés payés, l'instruction gratuite, etc.). Mais la grammaire qui structure et norme les propos des acteurs de l'économie coopérative, alternative ou solidaire depuis qu'existe le capitalisme n'a varié qu'à la marge d'un lexique diversifié, c'est vrai, mais homogène. Si les contextes changent, les imaginaires dans lesquels les acteurs puisent leurs schèmes argumentaires ne se renouvellent pas si vite. La grammaire de l'engagement contemporain pourrait être formalisée intégralement à partir d'une œuvre vieille de cent cinquante ans : celle de Proudhon. Il s'agit toujours de se réclamer des mêmes invariants : convivialité *vs* déshumanisation, créativité artistique *vs* standardisation de l'activité, autogestion *vs* hiérarchie, démocratie locale directe *vs* délégation...

À notre double question initiale, nous pouvons répondre : oui, il existe une grammaire de l'engagement alternatif. Mais, non, cette grammaire n'est pas radicalement neuve par rapport à celles des modes d'engagements passés. Hier et aujourd'hui, on dit s'engager pour les mêmes raisons et avec les mêmes désirs. Les sciences sociales, il faut en convenir, ne sont probablement pas étrangères à cet état de fait. Comme l'a déjà très bien relevé Anthony Giddens, les connaissances qu'elles engendrent procèdent à des boucles herméneutiques : formalisées depuis le répertoire des acteurs, ces derniers s'en emparent de plus belle pour requalifier leur pratique (Giddens, 1987, p. 43-44). Par ailleurs, comme nous l'indiquions à l'entame de ce chapitre, les chercheurs que nous sommes éprouvent le besoin de dénicher le changement dans le monde des humains, surtout depuis que le structuralisme a perdu de sa superbe. Comme l'explique encore Giddens, entre la parole des acteurs et celle des scientifiques, la paroi est mince mais suffisamment épaisse pour que s'y loge la somme des volontés non déclarées de ces derniers.

Enfin, retenons que ce constat mériterait, il est vrai, une investigation plus poussée au sein d'autres fractions des mouvements sociaux actuels (les syndicats, les écologistes activistes, les anti-pub, les « sans », etc.). Les traits de leurs grammaires respectives sont-ils susceptibles d'être similairement pointés dans la littérature passée, qu'elle soit sociologique, artistique, militante ou autre ? Parlent-ils exactement le même langage que leurs amis « solidaires » ? Certains traits discursifs qui leur sont définitivement propres peuvent-ils être extraits de leurs jugements ? Les paris restent ouverts et appellent à de nouvelles enquêtes, entre sociologie, théorie et histoire sociale.